

## **Note de synthèse - Les relations Canada-UE post-*Brexit***

La sortie officielle du Royaume-Uni de l'Union européenne (UE) en 2020, le *Brexit*, a posé des défis considérables pour le Canada et sa politique étrangère. Partenaire économique et commercial important de l'UE depuis les années 1970, avec laquelle il partage une vision commune d'un ordre international fondé sur le multilatéralisme, mais possédant aussi des affinités politiques et culturelles indéniables avec le Royaume-Uni en raison de son passé colonial, le Canada a été contraint, dans les dernières années, de repenser et de réorganiser ses relations transatlantiques.

Deux ans après la sortie du Royaume-Uni de l'UE, quel portrait peut-on brosser de l'impact du *Brexit* sur la politique étrangère du Canada vis-à-vis de ses partenaires transatlantiques, au juste? Au-delà d'avoir politisé la joute parlementaire canadienne, le *Brexit* n'a pas occasionné à ce jour une reconfiguration significative de la politique étrangère canadienne : le gouvernement libéral de Justin Trudeau a continué de maintenir des relations étroites avec l'UE, sans faire de l'approfondissement des relations avec le Royaume-Uni une priorité. Or, cet état de fait pourrait rapidement changer advenant que le Parti conservateur - plus attaché aux liens du Canada avec certains pays du Commonwealth - prenne le pouvoir d'ici les prochaines années.

### **Une nouvelle ligne de fracture**

Le *Brexit* a politisé la question du modèle de relations transatlantiques que devait préconiser le Canada dans sa politique étrangère chez les deux principaux partis au fédéral, le Parti libéral du Canada (PLC) et le Parti conservateur du Canada (PCC) (Hurrelmann et al 2021, p.573). Depuis son élection en octobre 2015, le PLC de Justin Trudeau a bâti des liens privilégiés avec l'UE. La signature en 2016 de l'Accord économique et commercial global (AECG), qui offre aux entreprises canadiennes un accès préférentiel au marché de l'UE, et de l'Accord de partenariat stratégique (APS), au sein duquel le Canada et l'UE approfondissent leur coopération bilatérale dans un large éventail de domaines (paix, sécurité, énergie, changements climatiques, lutte au terrorisme), ont cimenté et institutionnalisé ce lien de proximité (Verdun 2021, p.136). Ayant une vision négative du *Brexit*, qu'il qualifia de «débat destructeur», le premier ministre Trudeau a louangé dans ses apparitions publiques la riche histoire du partenariat entre le Canada et l'UE, affirmant, entre autres, que l'UE était un «allié multilatéral» du Canada (Hurrelmann et al, p.573). Cette rhétorique n'est pas anodine : elle s'inscrit dans cette ambition assumée du gouvernement libéral voulant que le Canada soit un acteur engagé au sein des institutions et des forums internationaux – une ambition que partage l'UE (Rayroux 2019, p.114). Le Parti libéral tend ainsi à épouser dans ses relations transatlantiques un modèle «eurosphère», soit un alignement étroit avec l'UE sur les enjeux de nature commerciale, environnementale et énergétique (Hurrelmann et al, p.586).

De son côté, le PCC, qui représente l'opposition officielle, souscrit plus ou moins à ce modèle. Les plus récents chefs du parti, Andrew Scheer (2017 à 2020) et Erin O'Toole (2020-2021), ont tous les deux vu d'un bon œil le retrait du Royaume-Uni de l'UE, qui ouvre la voie, selon eux, à de nouvelles opportunités d'affaires pour le gouvernement et les entreprises canadiennes (Martill 2020, p.7). Le chef nouvellement élu, Pierre Poilievre, ne s'est pas encore exprimé publiquement sur le sujet, mais ses positions pro-*Brexit* sont bien documentées. Ces sentiments positifs que vouent les caciques et le chef

actuel du PCC à l'endroit du retrait britannique sont également partagés par une bonne partie des électeurs conservateurs canadiens, alors que 46 % des personnes s'identifiant comme conservateurs sont sympathiques au *Brexit*, contre 12 % chez les libéraux (Hurrelmann et al, p.585). Animé par un désir de galvaniser sa base électorale favorable au *Brexit*, et empreint également d'une certaine nostalgie vis-à-vis l'Empire britannique, le PCC estime que le Canada doit s'aligner davantage avec le Royaume-Uni et, dans une moindre mesure, avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande, sur les questions de libre-circulation des biens, des marchandises et des travailleurs (Bell et Vucetic 2019, p.368). L'idée de la création d'une alliance économique et de défense entre ces pays du Commonwealth (appelée «CANZUK»<sup>1</sup>), qui s'enracinerait dans des valeurs culturelles, historiques et politiques partagées (langue anglaise, tradition politique parlementaire, etc.), jouit d'ailleurs d'une popularité notable au sein des cercles intellectuels conservateurs, autant au Canada qu'au Royaume-Uni (Bell et Vucetic, p.367-368). Sans renier l'importance des relations Canada-UE, mais préférant mettre de l'avant la présence d'une forte identité commune avec l'ancien Empire colonial, le PCC tend à défendre un modèle «anglosphère» des relations transatlantiques, centré sur un alignement étroit avec le Royaume-Uni (Hurrelmann et al, p.572).

En politisant le débat sur l'identité de la politique étrangère canadienne, le *Brexit* permet de dégager une nouvelle ligne de fracture dans la politique étrangère canadienne entre deux modèles de relations transatlantiques, l'«eurosphère» et l'«anglosphère», défendus respectivement par le PLC et le PCC (Hurrelmann et al 2021, p.59). Et cette politisation dépasse la simple joute parlementaire. Elle résonne au sein même de la population : une majorité forte de Canadiens (64%) ont une vision négative du *Brexit* et souhaite que le Canada priorise ses relations avec l'UE plutôt qu'avec le Royaume-Uni (2021, p.59).

### **Quelle viabilité pour le «CANZUK»?**

Cette idée que promeut des intellectuels et des politiciens conservateurs d'une alliance économique et de défense entre certains pays du Commonwealth, dont le Canada, le «CANZUK», mérite une attention particulière, et ce, pour deux raisons : 1) jusqu'à ce jour, elle n'a été que très peu traitée par les chercheurs canadiens et 2) elle constitue, comme nous l'avons vu, un argument important du modèle «anglosphère» préconisé par le Parti conservateur. En 2018, la question est débattue lors d'une convention du parti à Halifax où pris part la figure de proue de la campagne britannique *Vote Leave*, Daniel Hannan. Le PCC adopte alors une résolution visant à réaliser, dans le cadre de cette alliance «CANZUK», les objectifs suivants: «a) le libre-échange des biens et services ; b) la mobilité du travail et du tourisme pour les citoyens ; c) un accord réciproque de soins de santé calqué sur les accords bilatéraux AU/NZ/Royaume-Uni existants ; d) une offre plus accrue de protection aux consommateurs pour les voyages ; et e) une coordination des politiques de défense et de sécurité» (Bell et Vucetic 2018, p.372). Puis, en 2021, le PCC et son chef de l'époque, Erin O'Toole, ont inscrit la réalisation de cette alliance «CANZUK» à l'intérieur de leur plateforme électorale. Le PCC, comme la plupart des défenseurs du «CANZUK», table sur une certaine supériorité économique et politique soi-disant propre aux pays de «l'anglosphère» – ils sont protestants, démocratiques, libéraux et favorables au libre-marché – afin de souligner le caractère novateur de cette alliance. Ces partisans du «CANZUK», en outre, font valoir que cette possible alliance formée de trois des quinze premières économies mondiales

---

<sup>1</sup> Canada (C), Australia (A), NZ (New Zealand), UK (United Kingdom).

(Royaume-Uni, Canada, Australie) serait la deuxième union géopolitique la plus puissante du monde, derrière l'UE (Kohnert 2021, p.4).

À rebours de cet optimisme, certains chercheur.e.s (Bell et Vucetic 2018 ; Martil 2020 ; Kohnert 2021) soutiennent que ce projet d'alliance économique comporte plusieurs limites. D'abord, il n'est pas encore clair dans quelle mesure le retrait britannique de l'UE offre au Canada des opportunités d'affaires pour ses entreprises qui n'existent pas déjà (Martil, p.7). Cinquième partenaire commercial du Canada dans le monde, le Royaume-Uni représente une source clé d'investissement étranger direct (IDE) pour le Canada (Kohnert, p.11). Qu'il soit membre de l'UE ou non, le pays est toujours en mesure d'attirer des investissements étrangers, dont ceux du Canada, grâce à son modèle économique libéral dominé par le secteur des services financiers et corporatifs (Rioux 2020, p.22). Il est en ce sens difficile de concevoir comment le Canada, d'ores et déjà un partenaire de choix du Royaume-Uni, pourrait tirer de grands bénéfices économiques en prenant part à cette alliance du «CANZUK», celle-ci étant peu susceptible de créer une différence substantielle par rapport au niveau des échanges actuels (Bell et Vucetic, p.377).

Autre écueil : l'idée peine à résonner au sein de la population canadienne. Porté majoritairement par des initiatives populaires disposant de peu de financement ou d'expertise technique, le réseau canadien militant pour le «CANZUK» demeure concentré sur des sites Web et sur les médias sociaux où sont produits du contenu et des analyses par quelques intellectuels, mais surtout par des auteur.e.s anonymes (Bell et Vucetic, p.377). Le manque de visibilité politique est lui aussi patent. Si des politiciens conservateurs comme Andrew Scheer et Erin O'Toole ont endossé le libre-échange et la libre-circulation entre les États du «CANZUK» pendant qu'ils étaient chefs du PCC, aucun d'entre eux n'a présenté une politique détaillée et étoffée de cette proposition, particulièrement en ce qui concerne une éventuelle alliance de défense, ni en a fait un enjeu prioritaire de sa campagne électorale (Bharti 2021).

### **Les relations Canada-UE à l'aune de la crise énergétique européenne**

La récente institutionnalisation du partenariat stratégique Canada-UE, qui approfondit le dialogue entre Ottawa et Bruxelles, particulièrement celui entre les cabinets ministériels du gouvernement fédéral et les Directions générales (DG) de la Commission européenne (CE), montre que la relation multilatérale Canada-UE ne limite plus qu'aux questions commerciales et économiques (Rayroux 2019, p.45). Les enjeux liés à l'environnement et à l'énergie, tous deux cités dans l'AECG et l'APS, occupent dorénavant une place importante au sein des agendas politiques du Canada et de l'UE. En effet, l'action pour le climat est un élément central du programme du gouvernement libéral et représente la pierre angulaire de la politique de la CE, comme en fait foi le lancement du «Pacte vert européen» (*Green Deal*) en 2020.

L'actuelle guerre en Ukraine, qui plonge le continent européen dans une grave crise énergétique, est d'ailleurs devenue un laboratoire intéressant afin d'ausculter cette coopération entre le Canada et l'UE en matière d'environnement et d'énergie. Le 23 mars 2022, quelques semaines après l'invasion russe en sol ukrainien, la présidente de la CE, Ursula von der Leyen, et le premier ministre canadien, Justin Trudeau, affirmaient dans une déclaration commune que le Canada et l'UE allaient «resserrer leur coopération pour faire la transition vers l'énergie carboneutre [...] et en prenant des mesures pour

éliminer la dépendance de l'UE et de ses États membres à l'égard de l'énergie russe» (Gouvernement du Canada 2022). Si le Canada et l'UE se considèrent comme «des partenaires énergétiques aux vues similaires» (Commission européenne 2022), dans les dernières années, l'UE s'est surtout intéressée au Canada du fait qu'il est un fournisseur clé de ressources naturelles (hydrogène, gaz naturel liquéfié), notamment durant les périodes de crise d'approvisionnement (Dolata 2022, p.4). Le conflit ukrainien actuel révèle que, bien que l'UE apprécie la position internationaliste du Canada comme «défenseur de l'ordre international libéral» (Chaban 2019, p. 56), son intérêt marqué pour le Canada se justifie surtout par le besoin urgent de trouver des alternatives aux approvisionnements russes de gaz naturel (Dolata, p.4).

La coopération Canada-UE dans les domaines de l'environnement et de l'énergie reste encore dictée par des impératifs économiques et de sécurité plutôt que par une réelle préoccupation de défendre des ambitions et des valeurs communes sur la scène internationale, tel que laissent entendre l'AECG et l'APS. Alors que la coopération avec l'UE fait partie intégrante de sa politique étrangère, en particulier depuis le *Brexit*, le Canada se retrouve aujourd'hui tiraillé par cette volonté, d'un côté, d'aider l'UE et ses États membres à affronter la crise énergétique qui secoue le continent européen et, de l'autre, par celle d'être un acteur proactif et pleinement engagé dans la lutte au réchauffement climatique (Dolata, p.3).

## Bibliographie

- Bell, Duncan et Srdjan Vucetic. 2019. «Brexit, CANZUK, and the legacy of empire.» *The British Journal of Politics and International Relations* 21, n°2 : 367–82.
- Bharti, Bianca. 2021. «It's redundant : Economists puzzled over O'Toole's pledged trade strategy» *Financial post*, 23 août 2021. <https://financialpost.com/news/economy/its-redundant-economists-puzzled-over-otooles-pledged-trade-strategy>
- Chaban, Nathalia. 2019. «Perceptions, expectations, motivations : Evolution of Canadian views on the UE.» *Australian and New Zealand Journal of European Studies* 11, n°3 : 45-56.
- Commission européenne. 2022. «EU-Canada cooperation on energy issues». [https://energy.ec.europa.eu/topics/international-cooperation/key-partner-countries-and-regions/canada\\_en](https://energy.ec.europa.eu/topics/international-cooperation/key-partner-countries-and-regions/canada_en)
- Dolata, Petra. 2022. «Canada, the EU and energy security: a historical perspective.» *Canadian Foreign Policy Journal* : 1-18.
- Gouvernement du Canada. 2022. «Déclaration conjointe du premier ministre Trudeau et de la présidente von der Leyen». 23 mars. <https://pm.gc.ca/fr/nouvelles/declarations/2022/03/23/declaration-conjointe-du-premier-ministre-trudeau-et-de-la>
- Gouvernement du Canada. 2016. «Déclaration conjointe suivant le Sommet Union-européenne-Canada.» 30 octobre. <https://pm.gc.ca/fr/nouvelles/declarations/2016/10/30/declaration-conjointe-suivant-sommet-union-europeenne-canada>
- Hurrelmann, Achim, Frédéric Mérand, et Stephen E. White. 2021. «Eurosphere or Anglosphere? Canadian Public Opinion on Brexit and the Future of Transatlantic Relations.» *Canadian Journal of Political Science* 54, n°3: 571–92.
- Kohnert, Dirk. 2021. «The socio-economic impact of Brexit on CANZUK and the Anglosphere in times of Corona : The case of Canada, Australia and New Zealand.» MPRA Paper 107991, *University Library of Munich, Germany*, pp. 1-25.
- Martill, Benjamin. 2020. «Shadows of the Empire : Hard Brexit, Commonwealth Revival, and UK-Canada Relations.» *Balsillie Papers* 3, n°3 : 1-10.
- Rayroux, Antoine. 2019. «Threats to multilateralism and the future of the EU-Canada Strategic Partnership: A view from Canada.» *Australian and New Zealand Journal of European Studies* 11, n°3 : 114-19.
- Rioux, Hubert. 2020. «Le Brexit vu du Québec : Considérations économiques, commerciales et sécuritaires.» Note de recherche, *Groupe d'études et de recherche sur l'international et le Québec*, pp. 1-76.
- Verdun, Amy. 2021.«The EU-Canada Strategic Partnership: Challenges and Opportunities.» Dans *The European Union's Strategic Partnerships: Global Diplomacy in a Complex and Contested World*. Sous la direction de Laura C. Ferreira-Pereira et Michael Smith, London: Routledge, pp. 121-148.